

## Un collectif de parents d'enfants assassinés réclame plus d'aide face aux drames



Plusieurs parents dont les enfants ont été assassinés dans notre pays se sont regroupés au sein d'un collectif, avec pour ambition de rappeler aux autorités judiciaires et policières qu'ils ont besoin d'aide lorsqu'arrive le drame. Ils devraient d'ailleurs en discuter prochainement avec le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA).

Plusieurs de ces parents meurtris ont accepté de témoigner, à l'image de Patrick Decamps, de Binche, dont le fils Nicolas a été poignardé sur un parking de Gembloux en septembre dernier. Après une rencontre avec une psychologue, il n'a plus eu aucun contact avec qui que ce soit. "Jamais un coup de téléphone pour savoir si ça va ou si ça ne va pas. Rien du tout." Alors que cela l'aiderait, dit-il. "On a besoin à ce moment-là d'être soutenu, car on est perdu... Un coup de massue comme celui-là, ça n'arrive qu'une fois dans sa vie."

Les parents réunis au sein de ce Collectif ont tous vécu cette expérience terrible du meurtre de leur enfant. Et, disent-ils, que ce soit il y a 6 mois ou il y a 23 ans, comme pour François Kistemann, le papa de Marc, bien peu de choses ont changé dans l'aide et l'écoute qui leur est accordée. "Restons positifs : il y a une petite évolution dans le sens où l'on a quand même créé l'aide au victime qui, dans un premier temps, était là pour vous renseigner, mais pas pour vous aider", indique François Kistemann.

Le Collectif a donc un premier combat : "Que les gens puissent être pris en charge très vite, avec quelqu'un de compétent, quelqu'un qui peut, au rythme des victimes, intervenir de façon à leur ouvrir des portes que ce soit au niveau justice, au niveau financier, au niveau social, aide psychologique, etc.", confie le porte-parole du groupe Dominique Coster, le père de Julien, tué lors de la Saint-Roch en 2004.

La rencontre avec le ministre de l'Intérieur devrait être suivie d'autres avec les acteurs du système judiciaire.